

## Rosa Luxemburg anticléricalisme et socialisme

### (Réponse à une enquête)

#### 1

#### L'Eglise sous la Monarchie et sous la République

Quand on parle de politique anticléricale du socialisme, il ne peut évidemment jamais s'agir de combattre au point de vue socialiste les convictions religieuses. La religiosité des masses ne disparaîtra complètement qu'avec la société actuelle, quand l'homme, au lieu d'être dominé par le procès social, le dominera et le dirigera consciemment. Ce sentiment d'ailleurs s'émousse déjà à mesure que des couches entières de la population, instruites par le socialisme, arrivent à comprendre l'évolution sociale.

Le principe socialiste, « *la religion est une affaire privée* », ne nous oblige à la neutralité et à l'abstention absolues dans les questions religieuses que dans la mesure où elles relèvent de la conviction intime, de la conscience.

Mais cette règle a encore un autre sens : elle ne constitue pas seulement un principe directeur qui doit déterminer la conduite propre des socialistes, c'est encore une revendication adressée à l'Etat actuel. Au nom de la liberté de conscience, nous demandons l'abolition de tous les privilèges publics dont les croyants jouissent vis-à-vis des incroyants, nous combattons tous les efforts tentés par l'Eglise pour devenir un pouvoir dominant dans l'Etat. Il ne s'agit plus ici de conviction, mais de question politique, et, sur ce point, les partis socialistes des différents pays peuvent, suivant les circonstances, adopter une tactique très dissemblable.

L'Allemagne et la France nous offrent une attitude diamétralement opposée. Dans le premier de ces pays, non seulement la démocratie socialiste n'a pas coopéré au Kulturkampf de 1870 à 1880, non seulement elle intervient régulièrement en faveur de la rentrée des jésuites. Il y a plus. Notre parti fait très peu de propagande en faveur de la réalisation du point de son programme déclarant que la religion est affaire privée, demandant la suppression de tout emploi des deniers publics à des buts ecclésiastiques et religieux. Sans doute, dans les corps légiférants, nous refusons tous les chapitres du budget affectés à des dépenses religieuses. Mais on ne fait de cette question l'objet d'une propagande spéciale ni dans les réunions, ni dans la presse, ni dans les parlements. La démocratie socialiste allemande fait donc preuve d'une grande réserve, non seulement dans l'ordre des convictions religieuses, mais encore dans la politique religieuse ; de même qu'en pratique elle ne s'occupe pas de propagande républicaine, sans faire tort d'ailleurs pour cela aux sentiments républicains naturels à tout socialiste.

Il est impossible de songer à observer en France une tactique semblable vis-à-vis du cléricisme. Il est vrai que les conditions sont absolument différentes dans les deux pays. En Allemagne, c'est surtout l'église protestante qui l'emporte ; en France, c'est l'église catholique. Sans doute cette dernière est également à considérer en Allemagne, mais elle ne prédomine pas ; il y a dix ans

encore, elle était opprimée. Le Kulturkampf bismarckien devait naturellement donner naissance à une espèce d'alliance entre socialistes et catholiques, combattus en même temps et pour les mêmes causes réactionnaires au moyen de lois d'exception. Mais aujourd'hui, c'est le contraire et les ultramontains sont arrivés au pouvoir, mais c'est comme parti politique, non comme Eglise, qu'ils ont réussi à le faire. Aussi la démocratie socialiste a-t-elle l'avantage de pouvoir les attaquer non comme représentants intellectuels d'une foi particulière, mais comme représentants parlementaires des impôts sur les denrées, du militarisme, du marinisme et de la politique mondiale.

La différence fondamentale provient cependant de la forme politique. Si réactionnaire que soit en toute circonstance l'influence de l'Eglise sur la vie publique, son importance est toute différente suivant qu'elle s'exerce dans une monarchie ou dans une république.

Dans une monarchie, l'Eglise, monarchique par essence, comme doctrine autoritaire, entre dans le mécanisme de l'Etat sans en détruire l'harmonie ; c'est un simple appui, c'est la servante et l'instrument du monarchisme. En ce sens, elle ne constitue pas un pouvoir politique indépendant. D'autre part, la monarchie qui puise directement sa propre autorité à la même source que l'Eglise, qui est aussi par la grâce de Dieu, a moins de peine à maîtriser l'Eglise quand elle prend part à la vie publique. Et quelle que soit la docilité et la complaisance du clergé protestant, il est caractéristique que l'empereur d'Allemagne ait dû bruyamment proclamer, il y a quelques années, dans une occasion insignifiante, qu'il ne pouvait supporter l'existence d'un clergé faisant de la politique.

En Italie nous rencontrons une lutte entre le Quirinal et le Vatican qui paraît contredire ce que nous venons d'exposer, mais c'est qu'il ne s'agit pas là à proprement parler d'une rivalité entre la monarchie et l'Église, mais d'une rivalité entre deux souverains séculiers, l'un régnant, l'autre dépossédé. La Russie nous offre un exemple éclatant qui nous montre combien l'Eglise, sans différence de rite, constitue, dans toute monarchie, un appui fidèle de l'autorité publique.

Pour ces mêmes raisons l'Eglise, élevée au rang d'organe public, forme de prime abord un élément de dissolution dans la France républicaine. Adversaire par essence des principes fondamentaux de la République - nomination à l'élection de toutes les autorités de l'Etat et souveraineté du peuple - étrangère aux pouvoirs bourgeois, d'origine purement profane, portée, par son propre esprit et par les liens personnels qui la rattachent à l'aristocratie, à revêtir un caractère féodal, survivance d'un passé monarchique, l'Eglise catholique devait naturellement, comme organe de l'Etat, tendre dans la République bourgeoise à l'indépendance politique. La lutte contre le cléricalisme est comme un fil rouge que l'on retrouve au cours de toute l'histoire de la République bourgeoise en France. Alors que l'Eglise s'empare peu à peu de l'école pour s'en faire une arme contre la République, celle-ci s'épuise en efforts impuissants à dompter les récalcitrants et des crises périodiques viennent l'ébranler.

En France, le rôle de l'Eglise et le rôle de l'armée présentent une analogie complète (...).

L'analogie de la situation occupée par l'armée et par l'Eglise vis-à-vis de la République a amené un rapprochement plus intime entre ces deux pouvoirs et donné une couleur monarchique à toutes les dernières crises politiques survenues en France. Chaque fois, ces deux organes de la République se sont trouvés unis dans leur rébellion.

Et de même que la contradiction entre l'armée et la République ne peut se résoudre que par la transformation de l'armée permanente en milices, la contradiction entre l'Eglise catholique et la République ne peut disparaître que quand l'Eglise d'institution publique deviendra association privée, c'est-à-dire quand on aura séparé l'Eglise de l'Etat, chassé le clergé de l'école et de l'armée et confisqué les biens des congrégations.

La démocratie socialiste ne demande certes pas la confiscation partielle de la propriété capitaliste par l'Etat bourgeois, mais ce n'est pas parce qu'elle est par principe l'adversaire des confiscations. Dans le cas où nous demandons la socialisation d'une industrie, des chemins de fer par exemple, nous n'avons rien à objecter si cette mesure s'effectue par voie de simple confiscation. Si ce n'est pas là une de nos revendications, si nous ne nous décidons à demander la reprise par l'Etat que dans des cas particuliers, c'est que cette reprise par l'Etat actuel ne modifie nullement le caractère capitaliste de la propriété, c'est qu'elle renforce la puissance d'un Etat réactionnaire. De plus, même là où cette crainte n'est pas justifiée, comme en Suisse, une semblable revendication adressée au gouvernement bourgeois relève d'un socialisme d'Etat utopique.

Mais la démocratie socialiste n'en est que plus justifiée à demander à l'Etat bourgeois de mettre fin aux formes médiévales de la propriété. La mainmorte en est incontestablement une. En effet, toutes les fonctions sociales qui s'y rattachaient autrefois : assistance donnée aux pauvres, aux malades, instruction publique, toutes ces fonctions sont actuellement du ressort de l'Etat moderne. Mais la propriété cléricale, libérée désormais de ses obligations, ne représente plus, dans la société bourgeoise, qu'une simple survivance des temps féodaux. Toute révolution bourgeoise voulant rester fidèle à ses devoirs, devrait procéder à la confiscation des biens de l'Eglise. Les socialistes en préconisant aujourd'hui cette mesure en France, en revendiquant en même temps la laïcisation générale de l'instruction et de l'assistance publique ne font que contraindre la république bourgeoise à aller jusqu'au bout de ses principes et à moderniser bourgeoisement l'Etat.

Si les camarades français voulaient transporter dans leur pays la tactique allemande qui correspond à des circonstances tout autres et s'abstenir de prendre part à la lutte politique menée depuis trente ans entre la République et l'Eglise, s'ils déclaraient que toute cette querelle ne les intéresse pas, ils se condamneraient à la nullité et à la stérilité dans la politique pratique.

## II

### **Anticléricalisme socialiste et anticléricalisme bourgeois**

Les socialistes sont précisément obligés de combattre l'Eglise, puissance antirépublicaine et réactionnaire, non pour participer à l'anticléricalisme bourgeois, mais pour s'en débarrasser. L'incessante guérilla menée depuis des dizaines d'années contre la prêtraille est, pour les républicains bourgeois français, un des moyens les plus efficaces de détourner l'attention des classes laborieuses des questions sociales et d'énerver la lutte des classes. L'anticléricalisme est, en outre, resté la seule raison d'être du Parti radical ; l'évolution de ces dernières trente années, l'essor pris par le socialisme a rendu vain tout son ancien programme.

Pour les partis bourgeois la lutte contre l'Eglise n'est donc, pas un moyen, mais une fin en soi ; on la mène de façon à n'atteindre jamais le but ; on compte l'éterniser et en faire une institution permanente.

Ce que nous venons de dire montre que les socialistes ne peuvent se contenter de suivre les anticléricaux bourgeois; ils en sont les adversaires et c'est pour les démasquer qu'ils doivent engager le combat contre l'Eglise.

Ce qui distingue l'action anticléricale du socialisme de celle de la bourgeoisie, c'est non seulement la largeur, la décision plus grande de son programme, mais encore le point de départ qui est opposé. La campagne stérile à dessein, sans espoir, que les républicains bourgeois mènent depuis trente ans contre l'Eglise revêt un caractère particulier : ils s'obstinent à diviser artificiellement en deux questions différentes un problème qui, politiquement, est un et indivisible ; ils séparent le clergé séculier du clergé régulier et portent des coups ridiculement impuissants aux congrégations qu'il est bien plus difficile d'atteindre, tandis que le nœud de la question est dans la réunion de l'Eglise et de l'Etat. Au lieu de trancher ces liens d'un seul coup par la suppression du budget des cultes et de toutes les fonctions administratives abandonnées au clergé, d'atteindre dans sa source l'existence des ordres religieux, on donne éternellement la chasse à des congrégations non autorisées. Au lieu de séparer l'Eglise de l'Etat, on cherche au contraire à rattacher les ordres à l'Etat. Tandis qu'on feint d'arracher l'école aux congrégations, on s'empresse d'enlever à ces tentatives toute efficacité politique en soutenant, en protégeant l'Eglise comme institution d'Etat.

L'attitude du cabinet Waldeck-Rousseau est particulièrement typique.

Aussi est-il complètement faux de présenter ces pitoyables mesures anticléricales des ministères radicaux et de la majorité parlementaire comme le début de réformes plus larges, comme une solution partielle du problème. Tout au contraire, cette lutte stérile contre les congrégations aboutit à détourner l'attaque du point le plus vulnérable et à couvrir la principale position des cléricaux. Aussi l'Église entretient-elle soigneusement la croyance à la fiction favorite des républicains bourgeois, à l'antagonisme politique du clergé régulier et du clergé séculier ; elle le manifeste par d'apparentes hostilités.

L'anticléricisme bourgeois aboutit donc à consolider le pouvoir de l'Eglise, le même que l'antimilitarisme bourgeois, tel qu'il est apparu dans l'affaire Dreyfus, ne s'est attaqué qu'à des phénomènes naturels au militarisme, à la corruption de l'Etat-major, et n'a réussi qu'à épurer et à affermir l'institution elle-même.

Le premier devoir du socialisme est évidemment de démasquer constamment cette politique. Pour remplir cette tâche, il lui suffit d'opposer dans son intégrité sa politique religieuse au programme intentionnellement morcelé des républicains bourgeois. Mais si les socialistes devaient prendre part sérieusement, sans prononcer un mot de critique, aux pitoyables simulacres de combat des parlementaires radicaux, s'ils ne proclamaient pas à toute occasion que les « bourgeois » mangeurs de prêtres sont avant tout des ennemis du prolétariat, le but propre de l'anticléricisme républicain serait atteint, la lutte des classes serait frappée de corruption. Non seulement le combat contre la réaction cléricale resterait sans espoir, mais le

danger qui, pour la République et pour le socialisme, résulte de l'accouplement de l'action prolétarienne et de l'action bourgeoise, serait incontestablement plus grand que les inconvénients que l'on peut redouter des menées réactionnaires de l'Eglise.

Ainsi à notre avis, voici la solution à laquelle doit naturellement s'attacher le socialisme en France : il ne doit adopter ni la tactique de la démocratie socialiste allemande, ni celle des radicaux français ; il lui faut à la fois faire front et contre la réaction de l'Eglise antirépublicaine et contre l'hypocrisie de l'anticléricalisme bourgeois.

Ecrit le 10 décembre 1902,

Le Mouvement socialiste, 1er janvier 1903.